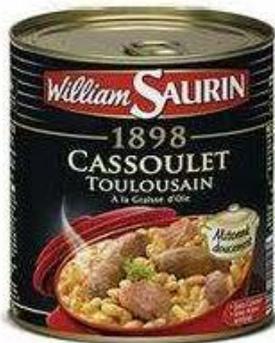
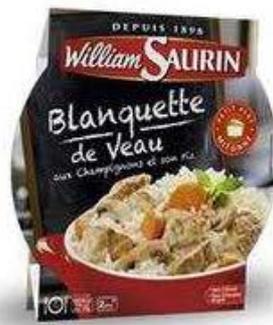


L'État promet d'aider financièrement William Saurin

Mis à jour le 14/12/2016 à 15:48



1898



LES ASSIETTES MITONNÉES



LES CLASSIQUES



Crédits photo: William Saurin

L'actionnaire unique du groupe, Monique Piffaut, décédée au début du mois, a gonflé artificiellement tous les éléments de ses comptes depuis une dizaine d'années. **4500 emplois seraient menacés en cas de liquidation judiciaire.**

Le groupe agroalimentaire Financière Turenne Lafayette, propriétaire notamment de William Saurin, Garbit et Madrange, cherche des solutions pour préserver ses activités et ses emplois. Et pour cause: un audit, dont les résultats ont été dévoilés ce mercredi, révèle que ses comptes étaient truqués «depuis plusieurs années».

Cet audit a été diligenté par son nouveau président, Eric le Gouvello, **nommé début décembre à la suite du décès le 30 novembre de Monique Piffaut**

(<http://www.lefigaro.fr/flash-eco/2016/12/09/97002-20161209FILWWW00231-un->

[nouveau-president-chez-william-saurin.php](#)), propriétaire et actionnaire unique de Financière Turenne Lafayette, a expliqué la société dans un communiqué. «Les premières constatations laissent apparaître une présentation trompeuse des comptes depuis plusieurs années, dans un contexte très dégradé pour la filière agroalimentaire en général et pour certaines filiales du groupe en particulier», rapporte la société.

Selon les informations obtenues par Le Figaro, Monique Piffaut n'aurait -à première vue- pas tenté de s'enrichir à titre personnel. Depuis une dizaine d'années, **elle gonflait artificiellement tous les éléments de ses comptes, que ce soit le chiffre d'affaires, les résultats ou les stocks, pour continuer à obtenir des financements de la part des banques pour poursuivre ses acquisitions.** Depuis 1991, Monique Piffaut avait en effet construit un petit empire de l'agroalimentaire (900 millions d'euros de chiffre d'affaires), par rachats successifs de marques en difficultés ou non: Paul Prédault, William Saurin, Madrange...

«L'État prendra ses responsabilités pour accompagner la nouvelle direction et les salariés»

Les ministères de l'Économie et de l'Agriculture

Les banques et administrateurs du dossier se sont réunis en fin de matinée à Bercy pour étudier l'étendue des dégâts et envisager les solutions possibles pour éviter un démantèlement du groupe. «Face à cette situation, qui représente un risque pour la pérennité du groupe et afin de s'assurer de pouvoir préserver les 3000 emplois directs et les 1500 emplois intérimaires et prestataires, l'État prendra ses responsabilités pour accompagner la nouvelle direction et les salariés, et se mobilisera, aux côtés des clients, des fournisseurs, des banques et des partenaires historiques du groupe pour soutenir l'entreprise dans cette période», ajoute le communiqué.

En début d'après-midi, l'État a annoncé qu'il assurera une aide en trésorerie à la maison mère de William Saurin, pour lui éviter la liquidation judiciaire. «S'il y en a besoin, il y aura un soutien financier de l'État pour s'assurer qu'on évite un scénario de liquidation judiciaire. Pour nous, c'était important d'apporter cette assurance aux fournisseurs, aux clients et aux salariés», ont dit les cabinets des ministères de l'Agriculture et de l'Économie, lors d'une conférence téléphonique. «Concrètement, on mettra en oeuvre le soutien financier nécessaire pour accompagner l'entreprise. On regardera les montants nécessaires en fonction des besoins, et sur les modalités, on examine ça dans les jours à venir», ont-ils poursuivi.

La direction affirme de son côté qu'elle «se mobilise pour rechercher les voies et moyens d'assurer la poursuite des activités et conserver les emplois des entreprises du groupe». Plusieurs pistes sont envisagées, parmi lesquelles «la recherche de nouveaux moyens de financement, y compris au travers de l'ouverture du capital», poursuit le groupe.

La justice a par ailleurs été saisie de la découverte de ces comptes truqués «pour mener les investigations nécessaires, et déterminer les responsabilités et les causes de ces pratiques», indiquent les ministères de l'Économie et de l'Agriculture dans un communiqué (<http://proxy-pubminefi.diffusion.finances.gouv.fr/pub/document/18/21892.pdf>).

La peur du démantèlement

Au moment du décès de la femme d'affaires, un porte-parole du groupe avait déclaré à l'AFP qu'il n'y avait «pas de risque de démantèlement du groupe car la propriétaire, très attachée aux entreprises, avait exprimé sa volonté». Malgré ces assurances, le syndicat Fnaf-CGT avait dit craindre un démantèlement. «L'intégrité du groupe doit être sauvegardée», avait-il réclamé dans un communiqué, en avertissant que «le dépeçage par les vautours de la profession serait inacceptable et signifierait de nouvelles purges» pour les salariés.

Pour rappel, Financière Turenne Lafayette emploie plus de 3000 salariés sur 21 sites industriels. Le groupe est composé de nombreuses marques agroalimentaires grand public et régionales dont William Saurin, Garbit, PetitJean, Soulié, La Lampaulaise de salaisons, Montagne noire, les jambons Mdrange et Le Foué de Paul Prédault, et le traiteur Ecochard.

